

Combattre toutes les iniquités ; détruire toutes les inégalités sociales ; lutter sans trêve jusqu'à l'instauration d'une Société où, par l'égalité de tous les individus, la liberté n'étant plus un vain mot, l'humanité entière vivra harmoniquement. Tel est le but que poursuivent les anarchistes.

L'ORDRE

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les quinze jours

« Notre ennemi,
» C'est notre Maître. »

LA FONTAINE.

ABONNEMENTS :

Un an 3
Six mois 1 50
Trois mois » 75

Rédaction et Administration :

36, CHEMIN DE BEAUPUY, 36

LIMOGES

ADRESSER

Tout ce qui concerne la Rédaction : articles, communications, etc., au Rédacteur.

Tout envoi de fonds, abonnements, à l'Administrateur.

L'Ordre

Il y a belle lurette de temps que je m'étais aperçu que, de même qu'il y a *façot* et *façot*, il y a aussi *ordre* et *ordre* !

Ce que M. Clemenceau, par exemple, entend par ce mot quand il dit qu'il « envoie les soldats sur le champ des grèves pour maintenir l'ordre », ou encore, qu'il « ne permettra pas que l'ordre soit troublé », c'est tout bonnement, à bien peu de chose près, ce qu'entendaient par là Louis XIV, Louis XVI ou Napoléon : la légalité !

Or, vous tous qui savez bien, ce que sont les lois et les règlements qui constituent l'ordre légal, il doit vous apparaître, comme à moi, que l'ordre gouvernemental est si loin de l'ordre pouvant être conçu par votre pensée que votre raison n'hésite pas à l'appeler le *désordre*, voire même l'*injuste*, l'*ignoble gâchis social*.

Vous estimez, en effet, que l'ordre devrait résulter de l'entraide entre les hommes, de la vie pour tous, normale et libre.

Vous pensez que les sociétés humaines bien ordonnées, devraient reproduire quelque image de la ruche abondamment pourvue et peuplée, avec en plus, dans le cerveau de chaque unité composant la ruche humaine, cette conscience qui fait la beauté de l'homme.

Eh bien ! vous et moi nous nous trompons en nous imaginant que l'ordre devrait être cela !

Erreur ! triple erreur ! nous affirment nos maîtres. Il n'y a pas d'ordre hors de la légalité !

L'ordre, la légalité : c'est avant tout la sauvegarde de la propriété ; et, ce sont ensuite toutes les vilénies qui en résultent : l'esclavage de ceux qui n'ont point de propriété ; pénurie de toutes sortes de produits pour les producteurs, la misère chez les créateurs de toutes richesses ; la charge accablante pour les enfants, les femmes, les faibles ; les maladies qu'on ne peut soigner, faute d'argent ; l'homme de proie qui vous guette et escompte vos faux-pas ; c'est encore le licol qui muselle, et la bride dont on dirige tous nos pas ; ce sont les cerveaux ignorants et privés de vie, dont les pensées rares sont toutes, néanmoins, suggestionnées.

Où allons-nous, disent-ils, en joignant pieusement les mains ! Les patrons ne sont plus les maîtres chez eux ! Ils ne peuvent plus renvoyer un ouvrier qui leur déplaît !

De plus, vous vous avisez de malmener les renégats qui prennent fait et cause, inconsciemment, pour leurs adversaires ; vous sabotez l'ouvrage ; vous êtes violents et partisans de l'action directe ; et, vous allez jusqu'à troubler l'ordre dans la rue !

Mais tout cela, mes amis, c'est du désordre, vous dira Clemenceau.

Ne lui objectez pas que vous vous moquez de son « ordre » ; de cet ordre dont vous mourrez, qui fait de vous la machine à produire, la bête de somme épuisée par sa charge, ne lui dites pas que vous êtes las de souffrir, ni que désormais vous voulez vivre et imposer votre droit à la vie, par tous les moyens, serait-ce même en trou-

blant la quiétude de la vie de ceux qui vivent de votre travail. Non, ne dites point tout cela à M. Clemenceau, car il vous riposterait : « La société a le droit de vivre ! » (Interpellation : grève des électriciens).

C'est par cette riposte qu'il a mis Jaurès au pied du mur. Il lui a demandé encore, si lui, Jaurès, voudrait laisser ses enfants sans pain, sous prétexte que les mitrons ne voudraient plus en fabriquer.

Je ne sais au juste ce qu'a répondu au Clemenceau le gros Jaurès ; mais voici ce qu'Eglantine, ou toi, Lecteur, aurais répliqué doucement, si nous avions été, un instant, Jaurès :

« Mon vieux Clemenceau, tu n'as cependant pas encore la cervelle ramollie au point de ne pas savoir que les grévistes électriciens, qui sont en cause, font partie de la société qui, dis-tu, a le droit de vivre. C'est précisément parce qu'ils trouvent qu'ils ne vivent pas comme ils auraient besoin de vivre, qu'ils ont refusé l'autre jour de travailler à l'illumination de ton salon et de ceux de tes copains.

C'est là un simple geste pour te faire entendre, à toi et à tes amis, qu'il est une partie de la société qui n'a pas sa part de vie.

Vois-tu, du reste, il en est de même pour tous les grévistes ! Je t'aurais dit volontiers, il en est de même pour tous les prolétaires, pour tous les ouvriers, et cela aurait été pure vérité ; mais j'ai voulu épargner l'injure que tu aurais, sans doute, adressée à une partie d'entre eux, en disant : beaucoup sont satisfaits ; du moins, ils ne se plaignent pas et ne cherchent jamais à faire grève.

Leur inconscience ne fait pas qu'ils vivent davantage que ceux de leur camarades qui se plaignent ; mais elle fait que cérébralement parlant, ils sont morts.

Ainsi, tu sais que les prolétaires ne vivent pas ! Tu n'ignores point qu'ils sont cependant quelque chose dans la société ; que s'ils ne sont pas toute la société, ils en sont tout au moins la partie principale, en fonction et en nombre.

Un vieux carabin comme toi soutiendrait-il qu'un corps vit bien lorsque les trois quarts de ses organes sont malades ?

Tu me demandes ce que je ferais si mes enfants manquaient de pain, parce qu'on ne voudrait plus en fabriquer pour moi et les miens ?

Eh bien, la chose est simple :

Je sais que les grévistes, supposés, mangent tout comme moi, qu'ils produiront tout au moins pour eux s'ils le peuvent ; et, que s'ils ne veulent pas travailler pour moi, c'est qu'ils jugent que je ne les paie pas de retour. J'irai donc parmi eux avec mes mioches et je leur dirai : Il est vrai que jusqu'à ce jour je n'ai participé d'aucune façon à produire la plus faible part de tout ce que je consomme.

Si je travaillais, j'avoue que c'était fort inutilement. Mais puisque vous voilà décidé à vivre vraiment et à consommer vos propres produits, je viens participer à votre travail productif.

Je suis évidemment fort maladroit et sais mieux construire une période que de planter un chou, mais je vous aiderai de mon mieux.

Mes mioches s'amuseront avec les vôtres et j'espère qu'avec eux, ils auront du pain.

Ainsi, leur aurai-je parlé, et mon geste, vieux défenseur de l'ordre — si drôlement compris par toi ! — serait vraiment la voie qui nous conduirait à l'harmonie sociale ; à l'ordre tel que l'entrevoient ceux d'entre les ouvriers qui n'ont point le cerveau atro-

phié, lorsqu'ils ont le loisir de penser ; ordre qui ne serait pas établi au profit des uns et au détriment des autres, et auquel tu participerais, non comme ministre ou député, mais simplement et bien plus noblement comme « homme », qui sait produire une part de la richesse dont il bénéficie.

EGLANTINE.

L'ASSASSINAT DE NANTES

Le cabinet Clemenceau-Briand-Viviani, et avec lui tout ce que compte de parasites et d'exploiteurs la secte bourgeoise, y compris la presse capitaliste aux abois, avait le cœur gros de la victoire remportée par les électriciens parisiens.

Il lui fallait une revanche ; il se méfiait d'un coup identique et prenait des précautions pour que cela ne se renouvelât pas.

La grève de Nantes fut un prétexte pour venger le capital.

C'est tellement vrai qu'un journal du Bloc a dit : « Le coup des électriciens ne réussit pas deux fois. »

Avec ses bandes de flics et de pandores, toujours prêts à frapper, le gouvernement donna l'ordre d'envoyer ceux-ci sur les lieux. Selon leurs habitudes provocatrices, — nous les avons bien vus à Limoges, place Sadi-Carnot notamment, menaçant, invectivant grossièrement les curieux et promeneurs qui ne « chirculaient » pas assez vite — les bagarres furent inévitables. Les gréviste, frappés à coups de sabre, se défendirent comme ils purent, et force dut rester à la gendarmerie parce qu'elle commit un crime.

En effet, un coup de revolver fut tiré et tua un gréviste, un père de famille de quatre enfants, Victor Charles.

Voilà le bilan de cette journée.

La presse bourgeoise a bien essayé d'accréditer le bruit suivant lequel, un gréviste aurait tiré sur un policier ; mais, c'était tellement absurde, qu'elle a fini par y renoncer. Elle n'en a pas moins un crime de plus sur la conscience.

Le ministre radical Clemenceau et les ministres socialistes : Briand et Viviani, peuvent donc aussi être fiers de leur œuvre.

Et pourquoi cette tuerie ? Parce que des ouvriers charbonniers et dockers réclamaient un peu plus de mieux-être : 8 heures et 6 francs. Comme on ne voulait pas faire droit à leur légitime réclamation, la grève fut déclarée. Elle était admirablement conduite ; il fut convenu que les premiers, des charbonniers ou des dockers qui obtiendraient satisfaction, ne reprendraient le travail que quand les autres auraient aussi obtenu gain de cause.

C'est bien cette solidarité et cette ténacité dans la lutte qui a gêné le gouvernement. Pourtant les grévistes usaient d'un droit reconnu par la loi. Mais ceux qui ont la charge (?) de faire respecter la loi, la violent eux-mêmes. Les exemples fourmillent. Les parlementaires peuvent en fabriquer des lois, toutes se retournent contre la classe ouvrière et quand on voit des camarades, de cette même classe, au moment des élections, s'engueuler, se déchirer même pour un candidat de leur choix, rabachant toujours qu'il marchera de « l'avant » à la conquête des pouvoirs publics, les crimes de Fourmies, Châlons, La Martinique, Limoges, Nantes, etc., devraient définitivement les faire réfléchir en constatant que tous les gouvernements sont néfastes.

Nous n'avons pas encore tout dit de ce qui s'est passé de monstrueux dans cette grève. Nous emprunterons au *Matin*, journal capitaliste et gouvernemental, la dépêche suivante : « A quatre heures environ, les gendarmes peuvent rallier les bureaux du port. Douze arrestations ont été opérées, notamment celle du citoyen Blanchard, secrétaire de la Bourse du travail, victime, croit-on, d'un malentendu et qui a été assez malmené par les agents ; il a été relâché. »

C'est un aveu. Mais qu'avait donc fait Blanchard ? Voyez son crime : Au cours d'une bagarre, il voit chanceler un camarade auquel un coup de sabre venait de fendre la tête, il le prend par le bras, le soutient et se met en devoir de le conduire dans une pharmacie.

Voilà ce qui lui a valu un passage à tabac en règle.

Pour que disparaissent ces tueries et ces abus, il faut que les ouvriers grossissent de plus en plus les rangs syndicaux et y étudient les moyens propres à hâter la grève générale qui brisera les roages de cette vieille société vermoulue, sur les ruines de laquelle en naîtra une faite d'harmonie et de bien-être égal pour tous.

Nous nous efforcerons, avec tous les moyens à notre disposition, à faire le plus de propagande possible en ce sens.

Raoul LAFOND.

LA FENÊTRE OUVERTE

M. Viviani, qui entoure le programme gouvernemental de réformes ouvrières des plus belles fleurs de sa rhétorique, a donné du ministère du travail dont il est le premier titulaire, une définition qui a frappé les imaginations attentives.

« Le ministère du travail, a-t-il dit, est une large fenêtre par laquelle le gouvernement aperçoit les travailleurs », et presque tout le monde a trouvé cela très bien, qu'une fenêtre soit ouverte sur le monde du travail pour en observer les efforts et les misères. Un sourd grondement s'y faisait entendre, dans ce monde qui n'était guère soumis jusqu'ici qu'à la surveillance administrative d'une sorte de police spéciale. L'agitation qui s'y révélait pouvait atteindre des proportions inquiétantes et c'est ainsi que M. Clemenceau lui-même, s'avisant d'y pénétrer un jour comme on descend dans une fosse aux émanations délétères, s'entendit féliciter universellement pour son grand courage. On espère que la fenêtre ouverte deviendra quelque jour une soupape opportune.

Le travail, jusqu'ici livré à l'arbitraire des puissances d'argent, sera donc réglementé comme tout le reste et l'ouvrier, dont le salaire devient de plus en plus modeste, ne sera plus par la suite qu'un seul outil qui n'aura même plus moyen d'exercer, pour sa vie privée elle-même, ses facultés d'initiatives. Lorsqu'il réunira les qualités voulues pour être soumis à l'exploitation industrielle et commerciale, on le fera travailler dix heures, pas plus ; son salaire subira des retenues fixes qui serviront plus tard à dorer sa vieillesse aléatoire de quelques douceurs. Des inspecteurs passeront, qui l'obligeront à une hygiène officielle, à une existence uniforme coupée régulièrement du repos hebdomadaire. Il ne manquera plus que de le loger dans des demeures spéciales à proximité de la fabrique et appropriées à son genre de travail. On pourra aussi le nourrir d'aliments confection-

nés particulièrement pour le degré de vigueur musculaire exigée pas son travail personnel. M. Viviani est un homme à l'imagination assez féconde pour ne pas oublier d'appliquer un seul point de ce programme.

Et l'ouvrier sera enfin heureux. « Presque comme sous l'Empire », pourront dire les vieilles personnes au chef branlant.

Est-ce à dire que la conception que possède M. Viviani du travail et de la population ouvrière soit la bonne ? Nous ne le croyons pas.

Nous sommes, nous aussi, partisans d'ouvrir une fenêtre et même plusieurs portes sur le monde du travail. Nous voudrions même que les travailleurs puissent atteindre définitivement le grand air et œuvrer dans la plénitude majestueuse de la liberté. Là, plus ne serait besoin de fenêtres ouvertes pour observer le travail, le surveiller et réglementer sa vitalité. La puissance de son effort continu s'exprimerait assez haut pour réduire autour de lui les végétations mauvaises, les parasites qui subsistent de sa production et se multiplient sans limites.

Mais ce n'est pas ce qu'a voulu M. Viviani, son intention n'est pas d'accorder la liberté à ceux dont il semble prendre les intérêts. Le travail devient, à notre époque, une force avec laquelle il faut compter et le ministre ne tient pas à lui donner de l'air en ouvrant sur lui de larges baies. Sa fenêtre ouverte servira aux fonctionnaires de la République pour observer ce qui s'y passe.

Mais l'administration est généralement assez aveugle pour ne pas s'apercevoir que l'ouverture ne sera pas toujours assez large, et qu'un jour viendra où la poussée sociale provoquée par la fermentation méconnue, fera tout sauter.

HENRI DUCHMANN.

O douleur, ô honte, de voir des humains, nos frères, en venir aux mains avec leur propre espèce, comme des bêtes de sang, pour s'égorger entre eux, armés par un homme qui reste par derrière à l'écart, et rit !

SHELLEY.

(Œuvres poétiques.)

Syndicalisme & Décorations

Dans le numéro 610 de la *Typographie Française*, organe officiel de la Fédération du Livre, il nous est permis de lire ce petit en-tre-filet du comité central de ladite Fédération :

« Nous sommes heureux d'ajouter à la liste de nos amis récemment nommés officiers d'académie, nos confrères Charles Delb, membre de la Commission départementale du travail, président de la section de Châlons-sur-Marne, et Eug.-Charles Maillot, typo parisien. »

Après le ruban rouge décerné à Evrard, du syndicat des mineurs du Nord, des nouvelles nominations viennent légitimer les dires et les écrits des syndicalistes révolutionnaires lors de la création du ministère du travail.

Ces rubans de corruption démontrent une fois de plus le but de ce ministère de désorganisation sociale qui s'efforce d'arrêter l'élan révolutionnaire et détourne la classe ouvrière de son véritable chemin : la transformation de la société actuelle.

Que le comité central du Livre se montre satisfait et heureux des distinctions dont héritent ses amis, nous n'en sommes pas surpris. Le pontife Keufer, qui préside aux destinées de la typographie, couloyant tous les ennemis de la classe ouvrière dans les diverses commissions ou jury d'expositions, il est juste que ses suiveurs reçoivent un peu du gâteau distribué si généreusement par les marchands de paix sociale.

Et nous ne désespérons pas de voir un jour, lorsque le premier mai sera légalisé, les syndicalistes bien dociles, décorés publiquement par un préfet sabreur ou par une vieille culotte de peau, après un défilé des troupes.

Aussi nous ne saurions trop mettre en garde les travailleurs conscients et qui croiraient encore à l'utilité du ministère du travail contre ces procédés de corruption et d'entrave à l'émancipation économique des exploités.

Quant aux nouveaux promus qui se font les soutiens inconscients de nos adversaires de classe, nous leur envoyons tout le mépris que nous inspire leur attitude.

A. KLEIN.

PHILOSOPHIE

L'augmentation des émoluments de nos députés a appelé l'attention sur la rémunération de leurs collègues à l'étranger. Et l'on a découvert qu'ils n'ont pas à se plaindre, étant le plus favorablement traités. C'est un point où notre pays garde sa supériorité sur tous les autres.

Il y a, chose curieuse quelques pays étrangers où l'on ne paye que la présence réelle. Ceux qui ne sont pas là sont considérés comme absents. C'est à n'en pas revenir. Et comment peuvent vivre ceux qui, à l'instar de quelques-uns des nôtres, ne mettent jamais le pied dans leur palais ? Remarquez que ce sont souvent les plus utiles ; car d'abord ils font à la buvette des économies, dont il faut leur savoir gré, et puis ils ne causent jamais aucun scandale, et ne troublent jamais aucune délibération.

Jadis cette question d'assiduité était fréquemment traitée pendant les périodes électorales. Je parle de longtemps, d'une époque où les électeurs prenaient leur représentation au sérieux. Je me souviens d'un brave homme, qui fut mon concurrent, et qui avait ses idées là-dessus.

— Moi, disait-il, je voudrais une cloche, comme dans les usines. On donnerait un quart d'heure pour répondre au son de la cloche. Au bout d'un quart d'heure, on fermerait les portes. Et tant pis pour ceux qui ne seraient pas arrivés ! Ils perdraient un jour d'indemnité.

C'était un de ces derniers naïfs, dont heureusement l'espèce tend à disparaître, et qui était convaincu qu'il faut qu'un député travaille pour être bon à quelque chose. Aujourd'hui l'on juge plus sainement, et l'on sait qu'une machine à voter peut le remplacer avec avantage.

C'est pourquoi il était juste qu'il coûtât plus cher, afin que s'accomplît le grand précepte des sociétés qui veut qu'on paye le plus celui qui travaille le moins.

HENRY MARET.

(Carnet d'un Sauvage.)

TU NE TUERAS POINT...

Anatole France a dit de l'armée qu'elle est l'école du crime. C'est psychologiquement exact. Rien n'est plus dangereusement excitant que le maniement des armes : l'envie de tuer sourd, du profond de soi-même, enfieuvre le cerveau. On se raidit... Mais, que vienne une occasion propice et, peut-être, la bête sauvage et féroce qui sommeillait dans l'homme vaincra sa raison et il succombera à sa tentation.

Il y a quelques années, dans une ville de l'Ouest, un soldat montait de temps à autre la garde dans une prison. A chaque faction, l'envie de tirer le mettait en rage... Il voulait éprouver la sensation que cause l'acte de tuer ; il était curieux de connaître l'effet des balles dans de la chair vivante. Aussi, était-il aux aguets, se jurant de prendre pour cible la première ombre qu'il percevrait. Une nuit, la chance le favorisa : il entrevit un fuyard et, sans lui donner le temps de répondre, il se mit en règle avec la consigne, cria rapidement le « qui vive ! », épaula et tira... Il manqua l'homme, — un pauvre fou ! On vint et on félicita la brute d'avoir fait son devoir, alors qu'il n'avait voulu qu'assassiner.

Cette folie sanguinaire, conséquence du militarisme, se constate, dès qu'on peut connaître et fixer les incidents d'une bataille. A Fourmies, au 1^{er} mai 1891, au cours du massacre de travailleurs inoffensifs qui promenaient un drapeau tricolore et des branches d'aubépine, le rut du meurtre s'éleva :

« Comme dans toutes les catastrophes de ce genre, écrivit E. Drumont dans son *Secret de Fourmies*, la bête féroce qui sommeille dans l'homme s'était réveillée tout à coup. La police et les gendarmes furent particulièrement odieux, ils tirèrent encore par plaisir, quand la place était déjà jonchée de morts et de blessés ; certains malheureux furent visés tout spécialement. A côté des soldats qui tiraient en l'air, il y en eut qui se firent une joie de tirer beaucoup ; un soldat tira jusqu'à neuf balles, il tournoyait sur lui-même en déchargeant son arme... »

Ce soldat, atteint de la folie du meurtre, n'était pas un monstre exceptionnel. Il ne faisait que ce qui se fait en toute guerre : ce qui se fait actuellement aux colonies, ce qui s'est fait en Algérie, lors de la conquête,

— ce qui se fera demain quand on envahira le Maroc, — ce qui s'est fait en Chine, lors de la fameuse expédition de 1900-1901.

On a, sur les horreurs de cette expédition des récits de soldats qui, dans leur inconscience de monstres, ont narré les faits les plus révoltants avec une cynique candeur, — preuve évidente de la dépravation morale que produit la guerre.

Un soldat raconte la prise de Tien-Tsin :

« ... Il faut voir comme à nous trois, Français, Russes, Japonais, nous nous vengeons ! Nous tuons, brûlons, pillons, assasinons sans raison femmes, enfants, vieillards... »

Décrivant la prise de Sinn, un soldat d'infanterie de marine raconte :

« ... Une fois dans la ville, ce fut un vrai carnage, le sang coulait dans les rues comme s'il avait plu.

« Pas de pitié ! on égorgait tout ce qui se trouvait ; c'était un plaisir... Après avoir sabré pendant deux heures et plus dans la ville, tous avaient parti ou étaient morts... »

Le bilan de cette tuerie fut, du côté chinois, un millier de morts ; du côté français, simplement six blessés !

Un de ces « héros » qui font grand « honneur » à la France, narre ses exploits à Pao-Ting-Fou :

« Un jour nous sommes partis en colonne sur Pao-Ting-Fou... on rentrait dans les maisons chinoises ; femmes, hommes, enfants, on traversait tout à coups de sabre. Moi, j'ai fait mieux que ça : j'ai pris un Chinois, je lui ai coupé les c... ; je les ai foutues par la gueule de sa femme.

Un autre écrit de Tin-lo :

« ... On fouille chaque maison, on passe au fil de la baïonnette tout ce que l'on rencontre d'êtres humains, et un carnage épouvantable a lieu. Le sang est répandu à flots ; une odeur fade, nauséabonde, qui vous serre la gorge, se joint à celle des cadavres calcinés... Les Chinois ne se défendent plus... mais le massacre continue toujours. Chacun rivalise de fureur pour faire la chasse à l'homme, ni l'âge, ni le sexe ne trouvent grâce, on tue tout... »

Le lendemain, le général — un certain Baillaud, — donnait l'ordre de « mettre la ville au pillage et de l'incendier... »

O toi, jeune conscrit que la caserne guette, promets-toi de ne pas imiter ces ces « héros » dont nous venons de souligner les forfaits.

Avec de la volonté et de la conscience, tu resteras un homme, tu ne souilleras pas tes mains de sang... Et, le soir, quand dans les ranceurs de la chambre tu attendras le sommeil, jure-toi de n'être fratricide — ni contre tes frères de l'intérieur, ni contre tes frères de l'extérieur — et redis, avec Victor Hugo : « Que l'agrandissement d'un forfait n'en saurait être la diminution ; que si tuer est un crime, tuer beaucoup n'en saurait être la circonstance atténuante... »

EMILE POUGET.

Le Vrai Coupable

Alors que de toutes parts pleuvent les condoléances hypocrites et que chacun y va de ses imprécations à la Fatalité au sujet des 118 morts du *Iéna*, quelques-uns, peu nombreux, feignent de rechercher les responsabilités.

Bien inutile de te fatiguer les méninges, bon Populo qui frémit à la lecture des détails de la catastrophe, le vrai coupable c'est toi.

C'est toi ouvrier qui, au prix de mille privations, élève tes fils pour en faire cadeau à Mme Patrie ; toi qui fabrique les engins meurtriers destinés aux carnages ; toi qui sue sang et or pour entretenir tes maîtres dans l'opulence.

C'est toi aussi paysan, qui paye le tribut du sang inutilement répandu ; toi auquel manque l'acier pour labourer la terre et qui en fournis des millions de tonnes qui vont dormir au fond des mers.

Si les fumistes avaient deux grains de sincérité, ce n'est point à La Haye qu'ils iraient vaticiner timidement sur un problème de désarmement, mais chez eux, parmi les peuples qu'ils sont censés représenter ; ils prêcheraient la révolte contre l'odieuse militarisme et ses funestes conséquences et de pauvres vieux comme ceux de Dunkerque n'auraient pas à pleurer sur le cadavre de leur fils, car, mieux instruits, ils l'eussent gardé près d'eux au lieu de le donner à la goule.

Ouvriers et paysans, sottes gens que vous êtes, combien de temps encore vous laisserez-vous bernier avec cette vieille « ficelle » de la défense nationale et vous acharnez-vous toujours à vouloir combler de votre sang et de vos misères le gouffre de la paix armée ?

CHI-CHI.

JUSTICE DISTRIBUTIVE

X... épicier, comparait en correctionnelle pour avoir livré à la consommation des denrées alimentaires falsifiées.

LE PRÉSIDENT. — X..., l'expertise a constaté que votre chocolat est un composé de sciure de bois, d'oxyde de mercure et de terre rouge ocreuse. Reconnaissez-vous les faits ?

X... — Oui, monsieur le président.

LE PRÉSIDENT. — Votre café est fabriqué avec du foie de cheval cuit au four, de la poudre de bois d'acajou et du caramel. Vos petits pois sont conservés dans le sulfate de cuivre. Votre beurre n'est que de la graisse colorée avec du plomb. Quant à votre bière, c'est une décoction de têtes de pavot, de sureau, de belladone, de datura stramonium, d'ivraie et d'acide picrique. Tout cela est-il exact ?

X... — Parfaitement.

LE PRÉSIDENT. — Vous n'ignorez pas que ces produits sont pour la plupart des poisons extrêmement violents ?

X... — Fichtre ! je crois bien... ma bière surtout... Je n'en boirais pas un verre pour tout l'or du monde.

LE PRÉSIDENT. — C'est donc avec préméditation et en connaissance de cause que vous avez agi (X... se caresse le menton avec complaisance). Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

X... (avec une certaine arrogance). — J'ai à dire que le commerce est la mamelle nourricière d'une nation et qu'on n'a pas le droit d'entraver la marche des affaires. Elles ne vont déjà pas si bien, les affaires !

Malgré cet éloquent plaidoyer, le tribunal, usant de sévérité, condamne X... à 30 francs d'amende et à l'affichage du jugement.

**

La cour procède à l'interrogatoire d'un malfaiteur accusé d'empoisonnement.

LE PRÉSIDENT. — Accusé, vous avouez avoir fait dissoudre un paquet d'allumettes dans la soupe aux choux de la veuve Bruno ?

L'ACCUSÉ. — Un demi-paquet, tout au plus.

LE PRÉSIDENT. — Soit ! Grâce à un concours de circonstances que je qualifierai de providentielles, votre infortunée victime a échappé à la mort. Mais l'action criminelle n'en est pas moins manifeste, de même que la préméditation. Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

L'ACCUSÉ. — J'ai à dire que je suis prêt à payer la patente.

LE PRÉSIDENT. — Quelle patente ?

L'ACCUSÉ. — Une patente d'épicier... de marchands. N'importe... je n'ai pas de préférence (tête du président). Comme ça, je m'en tirerai avec 30 francs d'amende et l'affichage.

LE PRÉSIDENT. — Accusé, n'aggravez pas votre situation par des plaisanteries déplacées.

La cour, tenant compte des antécédents de l'accusé, le condamne à vingt ans de travaux forcés seulement.

**

LE CONDAMNÉ (seul dans sa prison philosophant). — Vlà la justice !... Empoisonnez une seule personne, on vous condamne à vingt ans... Empoisonnez-en mille, vous en êtes quitte pour cinquante francs... A dix mille, on est décoré !... Pour réussir en ce bas monde, faut faire les choses en grand.

Il y a une fatalité sur les académies : aucun ouvrage qu'on appelle académique n'a été encore, en aucun genre, un ouvrage de génie.

VOLTAIRE.

**

Nous affirmons que les natures les plus heureusement douées peuvent, par la mauvaise éducation, devenir les plus mauvaises de toutes. Croyez-vous donc, en effet, que les grands crimes et la méchanceté consommée partent d'une âme vulgaire et non d'une âme pleine de vigueur, dépravée par l'éducation ?

PLATON.

ACCORD IMPOSSIBLE

On ne peut se dissimuler que cette conviction — qu'il faut déchirer le pacte du contrat social — gagne chaque jour du terrain, et le nombre des personnes conscientes de la nécessité d'une transformation si fondamentale serait d'ores et déjà suffisant pour mettre à exécution cette indispensable résolution de refonte sociale, si l'union régnait parmi elles.

Malheureusement, cette entente si désirable n'existe pas, et j'ajoute qu'elle ne peut pas exister.

Voici pourquoi :

Quand des hommes se proposent le même but et que les divergences de vues n'éclatent entre eux que sur la question des voies et moyens, l'accord est parfois long et difficile à se faire, mais il reste toujours possible et, à la faveur de certaines circonstances imprévues ou cherchées, il se réalise fréquemment. Mais lorsque cette divergence de tactique provient de la différence du point de départ et du but à atteindre, l'union ne peut se produire, car sur quelle base s'associerait-elle ?

Imaginez une troupe d'individus devant effectuer le même voyage, c'est-à-dire partant du même lieu et se proposant d'arriver au même endroit : il pourra surgir des discussions sur l'heure du départ, l'itinéraire à suivre, le moyen de transport à employer, mais il est à espérer qu'ils finiront par se mettre d'accord sur ces diverses questions et faire route ensemble.

Tandis que si vous supposez des personnes ayant à effectuer non seulement des voyages différents, c'est-à-dire n'ayant ni le même point d'arrivée, mais encore des voyages en sens inverses — les unes se dirigeant vers le nord et les autres vers le sud — il est de toute évidence qu'elles n'arriveront jamais à suivre la même voie.

Or, dans le grand mouvement socialiste qui caractérise notre siècle, les divergences de vues sont nombreuses : quelques-unes sont de minime importance, mais d'autres tout à fait fondamentales.

Les dernières ont créé deux partis bien distincts, absolument opposés l'un à l'autre, n'ayant pas la moindre affinité réelle et stable, malgré des *exteriorités* qui, pendant quelques années, les ont fait se ressembler beaucoup et même aujourd'hui, les font parfois confondre, en dépit des solennelles mais bien inutiles excommunications récentes. Ces deux partis correspondent à deux courants symétriquement opposés : le courant libertaire ou anarchiste et le courant autoritaire ou étatiste, entre lesquels toute conciliation est parfaitement irréalisable et dont je ferai connaître tout à l'heure l'origine.

Quant aux divergences de délai, elles ont amené au sein du parti autoritaire, des querelles, — querelles de personnalités qui, se disputant l'avantage de diriger ledit parti, et de faire peser sur lui comme une dictature, ont fondé plusieurs chapelles, dans lesquelles chacun de ces grands prétres officie à son aise — mais disputés qui n'empêchent pas une entente momentanée, petite guerre qui comporte de fréquents armistices et qui peut — quand l'orgueil des *leaders* déposera — se terminer par un bon traité de paix.

Par contre, entre les étatistes et les libertaires la conciliation est impossible. Les hostilités ne peuvent aller qu'en s'intensifiant et ne prendront fin que par l'écrasement complet, définitif, de l'une des deux masses belligérantes.

Ici, il n'y a pas seulement divergences de vues, de tendance, d'idéal, il y a opposition et celle-ci amène nécessairement l'antagonisme des procédés, de la tactique.

Aussi longtemps que ces deux partis ont été réduits à une poignée d'hommes à une insignifiante action, à un prosélytisme que j'appellerai préparatoire, parce qu'il avait seulement pour but de recruter des combattants, de les incorporer, de les mobiliser, ce dualisme a pu rester à l'état latent. Mais à dater du jour où, les bataillons levés contre la vieille société *bourgeoise* étant prêts et réunis, la bataille s'engagea terrible, implacable, sanglante, le conflit éclata entre les socialistes autoritaires et docils et les socialistes libertaires et indisciplinables.

Il ne pouvait en être autrement. Ces éléments ne sont pas faits pour marcher de concert.

Sébastien FAURE.

Quand on songe que le premier ministre de chaque nation est le *ministère de la guerre*, ne se sent-on pas honteux d'être citoyen d'une telle planète ?

FLAMMARION.

(Les Terres du ciel, page 440.)

ON DEMANDE DES ENQUÊTES

Ah, ça n'a pas traîné !

Fidèles à leur rôle de défenseurs du *prolétariat*, nos socialistes du marais Bourbon, sitôt qu'ils connurent l'assassinat du gréviste Charles, à Nantes, à l'unanimité par la voix de leur éminent collègue Allemans, ils vengèrent et le mort et « le *prolétariat* en deuil » en demandant à Clemenceau qu'une enquête soit ouverte.

Bravo ! « Vive la sociale ! »

Clemenceau, cette vieille première dame génisse, ne se laissa pas attendrir ; il avoua, très catégoriquement, ce que tous les socialistes n'ignorent pas, qu'une enquête de plus ou de moins ne le dérangeait pas, mais n'aboutirait à rien. En cela, il était beaucoup plus sincère que tous les brailards de la sociale qui ne demandent des enquêtes que pour faire croire aux jobards électeurs qu'ils sont utiles à quelque chose.

Allons, à quand une autre demande d'enquête ?

J. DE LAROUTE.

CHRONIQUE LOCALE

Attitude d'Adversaires

A Limoges, nous n'avons aucune accointance amicale avec nos adversaires, du plus blanc au plus rouge ; c'est ce qui nous dispense d'aucun ménagement à leur égard. Cependant, et on nous en a fait grief, nos coups sont plus fréquemment portés sur ceux qui paraissent, par certaines attitudes, se rapprocher le plus de nos idées ; notre conduite est d'autant plus logique que ces adversaires n'ont jamais ménagé à notre égard les armes les plus viles : mensonge et calomnie, armes que nous n'emploierons jamais sciemment à l'égard de quiconque.

Malgré que nous nous attendions à tout de la part de ceux que nous combattons avec autant de logique que, sans faiblesse, nous ne pouvions cependant espérer que toujours la discussion d'idées, orale ou écrite, serait évitée avec un soin si précieux. Où sont-ils les jours où l'on clamait sur tous les toits qu'on se chargeait de démontrer le vide et l'erreur de nos théories ? Pardon. On démolit nos théories ; on critique, mais loin de nous.

Si nous demandons qu'on s'approche, on prend ses jambes à son cou pour fuir. C'est ainsi qu'on nous écrase.

Limoges ne manque cependant pas d'orateurs de toutes nuances. Mais vous qui avez assisté aux conférences de Sébastien Faure et de Girault, lesquels déclaraient que « les politiques, toutes les politiques étaient mensonge et iniquité, que tous les politiques étaient des incapables ou des ambitieux ». Avez-vous vu dans la salle bondir à la tribune, pour démolir les arguments du conférencier, un Chabrouillaud, du radicalisme ; un Desgranges, du sillonnisme ; un Chabrol ou un Dubreuil, du royalisme ; un Fayout ou un Charrière, de l'opportunisme, ou bien encore un des nombreux orateurs du socialisme local ? Non ! Pas un de ces brillants orateurs n'étaient présents pour défendre son parti attaqué. O courageux soldats ! Jusqu'aux disciples du Christ qui oublient d'imiter les apôtres, affrontant tous les périls pour convertir à leur foi les barbares et hérétiques de tous les pays, au temps moyen âgeux. Si nous commettons des actes mauvais, si nous adoptons et propageons des idées malsaines, adversaires de tout acabit, ne pouvons-nous pas vous reprocher votre refus à venir nous le démontrer ?

Laissez-nous croire plutôt que nos idées vous effraient parce qu'elles sont trop vraies, trop justes ; et gênant trop vos ambitieuses combinaisons ; vous ne voulez pas nous fournir l'occasion de vous le démontrer en un débat public et loyal autant que courtis.

Peut-être espérez-vous aussi, par votre absence à nos réunions, nous inviter à ne plus assister aux vôtres, là encore vous se-

rez déçus. Nous sommes de ceux que la recherche de la vérité n'effraie pas, nous la prendrons là où elle se trouvera ; nous irons donc encore voir si vous pouvez nous aider à sa recherche, tant pis si nous vous gênons. Que les socialistes pour rire et les fumistes pour de bon se le disent.

LÉONCE DUVERGER.

P. S. — Les sillonnistes, habituellement si prompts à relever le gant collectiviste, n'ont pas encore relevé celui que nous leur avons jeté dans le précédent numéro.

Les socialistes se refusent de discuter avec nous, parce qu'ils ont peur de faire le jeu de la réaction. Les sillonnistes craindraient-ils, eux-aussi, en discutant avec nous, de faire le jeu de quelque chose ?

L. D.

Passage à tabac

Un fait très ordinaire s'est passé ces jours derniers ; toute la presse locale en a causé. A notre tour, causons-en brièvement.

Un sous-ordre à « la première dame génisse » ayant son débit, avenue de Poitiers, fit ce qui se fait depuis qu'il existe des sergots et des commissaires de police : Un malheureux, venant demander des nouvelles de son frère arrêté la veille, fut à moitié assommé et eût les vêtements mis en lambeaux, par la flicaille présente, ceci, sous l'œil paternel et approuvateur du chef de la bande.

L'assommé porta plainte ; les preuves étaient si évidentes, que malgré tout, les distributeurs de justice ne purent s'empêcher de donner libre cours aux poursuites, lesquelles aboutirent à une condamnation à 15 francs d'amende avec sursis, du flic Charbonniard : Ma chère !!

Si les rôles avaient été intervertis, comme cela se voit si souvent, l'accusé civil eût écopé de quelques mois de prison au moins, bien entendu sans sursis.

La presse socialiste a plutôt chargé le chef direct du flic assommeur, que ce dernier. Elle demandait le déplacement du commissaire Renard. Fallait-il qu'il aille à Saint-Léonard, remplacer Marie-Justine, la bonne de Tourgnol, et que celle-ci vint à Limoges. Qu'y aurait-il eu de changé ?

Nous, nous demandons simplement que les ouvriers ne se laissent plus intimider par l'uniforme ou la fonction ; qu'ils soient de partout des hommes, qu'aux menaces ils répondent en toute hâte par des coups ; qu'ils n'aillent plus dans les commissariats sans un revolver en poche, et qu'au besoin, ils sachent s'en servir.

Ceux qui déjà furent passés à tabac, s'entendent, fassent de temps à autre des patrouilles, pour rencontrer ceux qui les y passèrent, et, en sourdine, sans crier gare, lorsque ces derniers sont à portée d'un gourdin, rappeler le pourquoi celui-ci leur carresse les côtes.

Gageons, que mieux que toute plainte et toute condamnation cela corrigera nos sergots qui ne seraient pas portés sur le tableau d'avancement, s'ils n'étaient de bons débitants de tabac.

Leur logique

Nos socialistes, pour rire, continuent à nous poursuivre de leur logique particulière.

En un article intitulé : « Mise en garde », Le *Socialiste* a reproduit une communication prise sur la *Guerre Sociale* émanant des camarades de la colonie communiste de St-Germain-en-Laye.

Nous, nous n'avons pas à savoir si c'est le groupe restant à la colonie, où Girault, qui ont tort dans leur différend : cela ne nous touche pas, n'étant pas pour vivre auprès des intéressés et ne voulant, faire d'aucun de nos amis d'aujourd'hui, nos maîtres de demain. Comprenez-vous socialistes ?

Nous considérons que Girault a fait parmi nous de bonne propagande cela nous suffit ; nous continuerons de lui permettre d'en faire. Nous agissons de même pour ceux qui restent à la colonie, s'ils veulent venir donner des conférences à Limoges.

Mais, au lieu de faire suivre la reproduction de la *Guerre Sociale* de ces mots : « Sans commentaires », Le *Socialiste* aurait dû reproduire aussi la rectification de Girault, parue aussi dans le numéro suivant de la *Guerre Sociale*. C'eût été plus logique.

Silence dans les rangs !

Il y a quinze jours, nous avons dit que la municipalité socialiste unifiée de Toulon, à la tête de laquelle se trouve M. Escartefigue, le sympathique ami de l'amiral Four-

nier, faisait la guerre aux syndicats ouvriers de cette ville au même titre que la municipalité réactionnaire de Limoges, dirigée par M. Chénieux.

Nous avons fait remarquer aussi que des municipalités de différentes opinions — que nous avons citées — s'étaient engagées dans la même voie.

Le *Populaire du Centre* n'a pas encore pu démentir notre information. Et pour cause.

Nous prenons acte, à nouveau, de ce silence qui a une signification caractéristique et livrons aux syndicalistes le rôle des politiciens de toutes nuances à l'égard de nos camarades.

H. D.

Bravo les gueules noires

Il y a quelques jours, un conflit éclata à de maison Barny et Rigony. Les hommes de feu et les caleurs qui gagnaient un salaire journalier de 2 fr. 25 et 2 fr. 75 demandaient une augmentation de 0 fr. 25 par jour. Devant la réponse évasive de MM. les patrons, les camarades se mirent en grève.

Le lendemain soir, tous les journaliers de l'usine, réunis en assemblée générale, décidèrent de dresser un cahier complet de revendications et de se solidariser avec leurs camarades grévistes.

Les deux parties confièrent leurs intérêts à leurs syndicats respectifs ; aussitôt les pourparlers furent engagés et, après trois longues séances, les grévistes obtinrent complète satisfaction.

Mais si ces camarades ont obtenu la victoire, c'est qu'ils ont été assez clairvoyants pour ne pas tomber dans le piège que leur tendaient leurs exploitateurs. En effet, ces messieurs, tous pleins de bonnes intentions, proposèrent à leurs mercenaires de continuer le travail ; ils s'engageaient à payer le tarif que décideraient les syndicats. Mais les travailleurs commencèrent à apprécier à leur valeur les promesses patronales ; aussi, refusant cette habile proposition, ils décidèrent de rester en grève en attendant le résultat.

Ce fut là une très bonne idée qui leur valut la victoire ; s'ils avaient eu la maladresse d'accepter la proposition, ils étaient vaincus ; les patrons allaient les diviser en augmentant le salaire de quelques uns, et là se serait arrêté l'action patronale.

Cette manœuvre avait, du reste, fort bien réussi l'année dernière pour les couleurs de moules, c'est pourquoi ils voulaient la recommencer. Mais les journaliers, plus habiles, l'ont déjouée.

La chambre syndicale patronale a, parait-il, manifesté aux délégués le désir d'étudier avec le syndicat des journaliers un tarif général. C'est toujours la même chanson ; l'année dernière, pour la grève de la maison Th. Haviland, le syndicat patronal tint les mêmes propos, il allait même plus loin, puisqu'il disait vouloir, aussitôt la grève terminée, nommer une commission qui étudierait ce fameux tarif ; comme de juste, ils demandaient une trêve dans les hostilités.

Les intéressés eurent la naïveté de les croire, les conflits furent suspendus et tout rentra dans l'ordre, les patrons aussi.

Neuf longs mois se sont écoulés et rien n'est venu changer la situation des malheureux spoliés qui attendent toujours le fameux projet. Que cette nouvelle manœuvre soit une leçon pour les journaliers et qu'ils comprennent enfin que s'ils veulent obtenir des améliorations, il faut qu'ils sachent les arracher eux-mêmes et que ce n'est qu'en continuant l'œuvre commencée par leurs camarades de la maison Barny qu'ils auront un nouveau tarif plus rémunérateur.

SOUVARINE.

Proposition de Conférence controversée

Nous avons reçu la lettre suivante :

« A la suite de la conférence qui fut faite dernièrement salle Cave, par les socialistes Rougerie et Fougères, et où le compagnon Peyroux contredit les conférenciers, quelques camarades présents décidèrent d'inviter Peyroux, ou d'autres orateurs anarchistes, à venir dans cette même salle exposer leurs théories contradictoirement avec des orateurs socialistes. Nous serions heureux que notre proposition soit acceptée par les deux partis. »

» CIBOT. »

Le camarade Peyroux accepte la proposition. Quelque décision que prennent les socialistes, prochainement, nous organiserons une réunion à la salle Cave.

CHRONIQUE RÉGIONALE

CORRÈZE

BRIVE. — Ils ont faim... — Je ne sais pas si sur tout le territoire de la République française il en est de même qu'à Brive; mais, le nombre des individus arrêtés journellement pour mendicité ou vagabondage est vraiment si considérable que je ne peux m'empêcher de dire mon mot sur ces faits qui prouvent combien est désastreux l'état social bourgeois.

Journellement, à Brive, la foule imbecile peut s'offrir le spectacle — combien démocratique! — de deux ou trois hommes, que l'on conduit en prison, les mains liées, entourés de deux farouches pandores.

Qu'ont fait la plupart de ces individus? Ils ont eu faim, probablement... Ils ont tendu la main à quelque bourgeois ventru et insolent qui, au lieu de leur donner l'aumône, les a fait arrêter par ses valets de la maréchaussée. D'autres, ne voulant pas subir l'affront de tendre la main, ont préféré prendre seuls ce que les autres sollicitaient de la pitié des riches. Arrêtés et livrés à la vindicte des bourgeois cossus qui ont pour mission de juger les actes d'autrui, ces malheureux sont jetés pour deux ou trois mois dans les prisons de notre belle République. En sortant de là, quelles ressources ont-ils? aucune; pas même celle de trouver du travail, les patrons ne voulant pas occuper des individus sortant de prison; les ouvriers même ne voudraient pas travailler côte à côte avec ces ex-prisonniers! Dès lors, ces derniers recommencent leur triste vie de vagabondage; arrêtés de nouveau, ils sont encore enfermés dans des prisons! et il en est ainsi jusqu'au jour où, poussés à bout par la faim, ils poignent quelque bourgeois pour lui prendre l'argent qui les fera vivre quelques jours encore...

Eh bien! cet état de choses cesserait demain si le peuple, dégouté de tant d'iniquités, voulait se délivrer de ceux qui sont la cause des souffrances et des maux sociaux.

Mais hélas! le peuple est trop veule, trop lâche. Il préfère voir des individus, issus de lui, mourir de faim et jeter en prison que de se débarrasser de tous les parasites qui sont la cause de tout cela. Il se lamentera en des jérémiades superflues; mais il ne se révoltera pas pour se délivrer du joug capitaliste et gouvernemental. Ceux-là même que nous citons plus haut, ces vagabonds, ces vaincus de la vie, sont incapables d'aucun mouvement de révolte. Ils sont résignés à leur triste sort. Ils repousseront même ceux qui voudraient leur faire comprendre qu'une société meilleure pourrait exister dans laquelle chacun aurait le nécessaire et ne serait pas obligé d'aller tendre la main pour vivre si le peuple voulait se révolter.

Mais ne nous décourageons par pour cela, camarades. Continuons à propager les saines idées anarchistes. Peut-être un jour

serons-nous assez nombreux pour entraîner à notre suite cette foule abrutie et inconsciente. Ce jour-là, nous démolirons la société bourgeoise pour établir une société communiste où il n'y aura plus ni maîtres ni esclaves; ni vagabonds ni gendarmes; et où la Liberté, l'Égalité, la Fraternité ne seront plus de vains mots.

KELKUN.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND. — La propagande faite à Clermont-Ferrand ces temps derniers est loin d'être satisfaisante, car, la plupart des copains, habitués à voir dans un individu le principe moteur d'un groupe, se retrouvent sans force et sans initiative, une fois cet individu disparu: ça a été le tort du groupe de Clermont et j'ai pu voir que là était la cause de défaillance de bien des groupes d'autres lieux, ceci à l'encontre de notre but qui doit être, avant tout, le développement de l'initiative individuelle.

Depuis mon retour, avec l'aide de quelques copains, sauvés de la débandade, nous tâchons d'y remédier au mieux, ceci malgré les embûches de dame police et autres autorités plus ou moins constituées.

Nous promenant, nous avons rencontré plusieurs jeunes gens vendant le journal à Marc Sangnier l'*Œil Démocratique* (que ne voit-on pareille activité chez les anarchistes), qui nous apprirent qu'il s'était fondé en mon absence un groupe sillonniste à Clermont. Nous fîmes un échange de journaux et, au cours de la conversation, ils nous invitèrent à aller discuter avec eux, ce que nous fîmes le mercredi suivant, jour de leur réunion. Pendant deux longues heures, nous discutâmes, à bâtons rompus, sur les théories anarchistes. La discussion fut très courtoise en même temps que sérieuse. Leur groupe se compose d'une douzaine de jeunes gens de 13 à 25 ans, parmi lesquels plusieurs jeunes prêtres. Ils m'invitèrent à aller leur faire le mercredi suivant une causerie, ce que j'acceptai avec empressement, et nous achetèrent différentes brochures.

La veille de la dite réunion, c'est-à-dire mardi dernier, alors que je venais de faire une petite promenade digestive, à 9 h. 1/2 du soir, j'étais appréhendé non loin de chez moi par deux agents en bourgeois, accompagnés d'un caporal du 92^e d'infanterie et invité à les suivre au poste de police de Montferrand, distant de trois kilomètres de là, où j'étais mandé par M. Cortignes, commissaire, pour renseignements. Comme je manifestais mon étonnement d'être convoqué à pareille heure et avais l'air de mettre en doute la véracité de leurs dires, l'un d'eux exhiba sa plaque et... le cabriolet, et m'empoignant par l'épaule, m'invita à les suivre si je ne voulais aggraver mon cas. J'y consentis à la condition, toutefois, qu'ils fussent moins brutes à mon égard.

Arrivé au commissariat, je fus confronté avec le caporal sus-nommé, qui déclara avoir reçu « de ma main », au local du « Sillon » une affiche antimilitariste que me montra le commissaire. Comme je lui faisais remarquer la gravité de ses allégations, le caporal se troubla et finit par dire qu'il ne se rappelait pas. Le commissaire l'invita à ne pas se laisser troubler par moi, pendant que, de mon côté, et sur le même ton, je l'invitais à ne pas se laisser intimider par M. le commissaire.

Celui-ci, décontenancé par mon assurance, me cuisina de toutes façons jusqu'à une heure du matin, pour savoir les noms des camarades se trouvant avec moi, et voyant que ses efforts étaient vains, décida que je passerais la nuit au poste, ce qui arriva en effet. Le lendemain, ou plutôt le jour même, je fus conduit au commissariat central de Clermont, où je fus à nouveau interrogé et où vint bientôt me rejoindre un camarade, Havet, dont le signalement avait été donné, comme le mien, par plusieurs membres du « Sillon ». J'ai omis de vous dire qu'avant de m'amener au poste central, l'on me conduisit chez moi, où l'on procéda à un « cambriolage légal », mais ne trouva rien d'intéressant à part quelques brochures et journaux, et quelques cartes postales envoyées par des camarades soldats. Comme le commissaire hurlait après ma mère, l'accusant d'avoir fait disparaître ma correspondance et d'autres pièces intéressantes, je le rappelai à plus de condescendance. A midi, je fus relâché ainsi que le camarade.

Le lendemain, je fus à nouveau convoqué et confronté avec un certain abbé Chauchat, ce qui n'éclaircit point l'affaire, qui de puis, suit, paraît-il, son cours. Mais je crois que cela n'ira pas loin et que pour cette fois dame justice fera four; en tous cas, je suis bien décidé à ne pas me laisser immoler sans crier. Cela n'a fait que me donner un renouveau d'énergie, que je vais mettre à profit pour la propagande.

G.

Le *Sillon Limousin* pourrait-il nous dire ce qu'il pense des actes commis par les individus, appartenant au *Sillon*, cités dans cette correspondance?

« L'ORDRE »

CONVOCAION

SAINT-JUNIEN. — Tous les camarades qui pensent qu'il y a quelque chose à faire pour secouer la torpeur des exploités de notre ville sont invités à se réunir salle des gantiers, au siège des syndicats, le samedi 6 avril, à 8 h. 1/2 du soir.

Règlement des comptes des almanachs. Location d'une salle.

Encore une fois, que ceux qui ont des livres nous appartenant veuillent bien les rapporter.

COMMUNICATION

ANGERS. — Grande conférence-concert, par E. Girault et Ch. d'Avray, dimanche 21 avril, à 2 heures de l'après-midi, salle Guillet-Gardais, faubourg Saint Michel.

Le même soir, à 8 h. 1/2, à Trelazé, salle de la coopérative.

Que les camarades se le disent et y viennent en nombre.

PETITE CORRESPONDANCE

Legris. — J'avais bien reçu ta précédente lettre, mais l'adresse, très incomplète, m'avait invité à ne pas y expédier le journal.

J'ai continué d'expédier à l'ancienne.

— *J. Beurrier.* — Les journaux sont mis à la poste régulièrement dans la nuit du vendredi au samedi, vous devriez les recevoir le samedi soir ou le dimanche matin. Réclamez donc à la poste de votre patelin.

BIBLIOGRAPHIE

Vient de paraître, à Lille, l'*ENTRAÏDE*, nouvel organe mensuel de propagande anarchiste, auquel nous souhaitons bien cordialement une longue durée.

Il est très difficile de juger un journal sur un premier numéro. Il nous paraît cependant que l'*Entr'aide* se désintéresse quelque peu du mouvement ouvrier et de la lutte économique pour se préoccuper — trop exclusivement à notre gré — des questions relatives à la culture de l'individu, de problèmes d'ordre éthique et philosophique.

Am. D.

Aux lecteurs de l'*Entr'aide* :

Au moment où paraît le journal, la concierge vient d'obliger notre gérant, Haze, de déguerpir. Nous prévenons les camarades de n'envoyer aucune correspondance pour l'*Entr'aide* jusqu'à nouvel avis.

DOCUMENTS D'HISTOIRE. — Publication de la colonie communiste d'Aiglemont (Ardennes).

Brochure contenant une lettre de Parsons, les déclarations de Ravachol et d'Emile Henry devant le jury. Lettre et pensées d'Emile Henry; 10 centimes l'exemplaire, 15 centimes par la poste.

En vente à la colonie.

SOUSCRIPTIONS POUR « L'ORDRE »

Sébastien Faure, 7 fr. 50; Quelques copains, 0 fr. 50; J. T. et un copain, 2 fr. 50; Quelques camarades, versé par Fritz, 2 fr. 50; Un facteur, 0 fr. 10; Pièce n'ayant pas cours, 0 fr. 50; P. Ramaure, 1 fr. 40; Lorient, 1 fr.; Debort, 0 fr. 50; Frédo, 0 fr. 50; Fritz, 0 fr. 50; Jourde, 0 fr. 25; Gabillaud, 0 fr. 25; Legris, 1 fr.; Jean Louis, 2 fr. Total; 21 fr. 50.

EN VENTE AU BUREAU DE « L'ORDRE »

<i>L'Éducation libertaire</i> , D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul.....	» 10
<i>Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire</i> , par J. Grave, couverture de Cross.....	» 10
<i>Le Machinisme</i> , par J. Grave, avec couverture de Luce.....	» 10
<i>La Panacée-Révolution</i> , par J. Grave, avec couverture de Mabel.....	» 10
<i>A mon frère le paysan</i> , par E. Reclus, couverture de L. Chevalier.....	» 05
<i>La colonisation</i> , par J. Grave, couverture de Couturier.....	» 15
<i>Entre paysans</i> , par Malatesta, couverture de Willaume.....	» 10
<i>Le militarisme</i> , par D. Nieuwenhuis, couverture de Caran d'Ache.....	» 10
<i>Patrie, Guerre et Caserne</i> , par Ch. Albert, illustration de Agar.....	» 10
<i>L'organisation de la vindicte appelée justice</i> , par Kropotkine, couverture de J. Hénault.....	» 10
<i>La grève des électeurs</i> , par Mirbeau, couverture de Roubille.....	» 10
<i>Organisation, Initiative, Cohésion</i> , par J. Grave, couverture de Signac.....	» 10
<i>La vache à lait</i> , par G. Yvetot, préface de U. Gohier.....	» 20
<i>Le problème de la repopulation</i> , par Sébastien Faure.....	» 15
<i>Syndicalisme et Révolution</i> , par le docteur Pierrot.....	» 10

<i>Pages d'histoire socialiste</i>	» 25
<i>Le grand féau</i> , par E. Girault.....	» 20
<i>Les deux méthodes du syndicalisme</i> , par P. Delessalle.....	» 10
<i>La Peste religieuse</i> , par Most.....	» 05
<i>Entretien d'un philosophe avec la maréchale de ***</i> , par Diderot.....	» 10
<i>Grève générale réformatrice et grève générale révolutionnaire</i>	» 10
<i>Les Temps nouveaux</i> , par P. Kropotkine.....	» 25
<i>Arguments anarchistes</i> , Armand Beaure.....	» 20
<i>Dieu n'existe pas</i> , Dikran-Elmassian, Sébastien Faure, Michel Bakounine.....	» 10
<i>La Question sociale</i> , Sébastien Faure.....	» 10
<i>En Communisme</i> , André Mounier.....	» 10
<i>Lettres de Pioupiou</i> , Fortuné Henry.....	» 10
<i>A bas les morts!</i> Ernest Girault.....	» 05
<i>Quelques idées fausses sur l'anarchie</i> , par le docteur M. N.....	» 05
<i>Aux Femmes</i> , Urbain Gohier.....	» 05
<i>Anarchie-Communisme</i> , Kropotkine, couverture de Lochar.....	» 10
<i>Aux jeunes gens</i> , par Kropotkine, couverture de Roubille.....	» 10
<i>L'Anarchie</i> , par Girard.....	» 05
<i>Déclarations</i> , par Etiévant, couverture par Jehannel.....	» 10
<i>Électeur, écoute</i> , par A. Lorulot.....	» 10
<i>Le Parti du Travail</i> , par Poujet.....	» 10
<i>Travail et surmenage</i> , par le Dr Pierrot.....	» 15
<i>L'immoralité du mariage</i> , par Chaughi.....	» 10

<i>Légitimation des actes de révolte</i> , par G. Etiévant.....	» 10
<i>Communisme expérimental</i> , par Fortuné Henry.....	» 10
<i>Le parlementarisme et la grève générale</i> , par Friedberg.....	» 10
<i>Bases du syndicalisme</i> , par E. Poujet.....	» 10
<i>Le Syndicat</i> , par E. Poujet.....	» 10
<i>Au Lendemain de la grève générale</i>	» 20
<i>La Crosse en l'air</i>	» 05
<i>A bas le Czar! Vive la Révolution russe!</i>	» 05
<i>La Grève générale révolutionnaire</i>	» 20
<i>L'État; son rôle historique</i> , par Kropotkine.....	» 25
<i>Le Patriotisme</i> , par un bourgeois, et <i>Défense d'Emile Henry</i>	» 15
<i>Au Café</i> , par Malatesta.....	» 20
<i>La Vache à lait</i> , par G. Yvetot.....	» 20
<i>Le Mensonge patriotique</i> , par Merle.....	» 10
<i>L'Antipatriotisme</i> , par Hervé.....	» 10
<i>Députés contre Electeurs</i> , par Gayvallet.....	» 10
<i>L'Éducation de demain</i> , par A. Laisant.....	» 10
<i>La Grève générale</i> , par Aristide Briant.....	» 05

Par la Poste, 0,05 centimes en plus

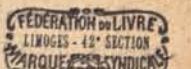
<i>Œuvres posthumes de Louise Michel</i>	» 75
<i>Le même</i> , par la poste.....	» 85
<i>Une Colonie d'enfer</i> , par E. Girault.....	» 3
<i>La Bonne Louise</i> , par la poste.....	» 3

CHANSONS

<i>Le Vagabond, Germinal, Les Abeilles</i>	» 10
<i>La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.</i>	» 10
<i>L'Internationale, Crevez-moi la sacoche, Le Politicien</i> , de E. Pottier.....	» 10
<i>Ouvrier prends la machine, Qui m'aime me suive, Les Briseurs d'images</i>	» 10
<i>La Chanson du Gars, A la Caserne, Viv'ment, brav' Ouvrier, etc.</i>	» 10
<i>J'n aime pas les Sergots, Heureux temps, Le Drapeau rouge</i>	» 10
<i>Le Révell, La Chanson du Lincéul</i>	» 10
<i>Hymne révolutionnaire espagnol, Debout! frères de misère, Les Affranchis</i>	» 10
<i>La Marianne, Pendeurs et Pendus, Fraternité</i>	» 10
<i>Le Chant des Révoltés, Paix et Guerre, Le Chant du Pain</i>	» 10
<i>Le Père Peinard, Harmonie, Quand viendra-t-elle?</i>	» 10
<i>Bonhomme en sa maison, Hymne anarchiste</i>	» 10
<i>L'Or, poésie révolutionnaire</i>	» 10
<i>Némésis, poésie anarchiste</i>	» 10

Par la poste, 0,05 centimes en plus

L'Ordre est composé et imprimé par des ouvriers syndiqués.



Le Gérant : JEAN PEYROUX

Limoges. — IMPRIMERIE OUVRIÈRE, rue Carnet 9